

Guerre en Syrie, bilan et perspectives

S'il est difficile de certifier que les abominables attentats du 13 novembre n'auraient pas eu lieu sans la guerre en Syrie, on peut néanmoins affirmer que cette guerre demeure un terreau extrêmement fertile pour la radicalisation islamiste. La résolution de ce conflit devient donc une étape indispensable pour lutter contre le terrorisme islamiste. Quel bilan et quelles perspectives envisager pour ce conflit ?

D'abord, il s'agit de reconnaître une constante de l'Histoire : plus une guerre perdure, plus les factions les plus radicales prennent le dessus dans chacun des camps. Les civils sont les principales victimes de cette violence et finissent par rechercher la fuite. Ainsi, pour éviter l'engrenage de la violence, la priorité absolue des démocrates doit être l'obtention d'un cessez-le-feu.

Or, dans le cas Syrien, l'objectif des parrains de la rébellion, à savoir principalement le Qatar, l'Arabie Saoudite, la Turquie, la France, les États-Unis et la Grande Bretagne, n'a jamais été de trouver un compromis mais d'obtenir la chute du régime de Bashar Al-Assad. Cette politique, parfaitement illustrée dans la position française, reste plutôt une anomalie en diplomatie. La diplomatie consiste, en effet, à discuter avec ses amis mais aussi avec ses ennemis. Dans le conflit Yougoslave, Milosevic a toujours fait partie des négociations, il a même signé les différents accords (Dayton et Kumanovo). Ces démarches diplomatiques n'ont en rien empêché qu'il soit jugé par la cour pénale internationale quelques années plus tard. De même, il n'a pas été demandé à Poutine de quitter la présidence de la Russie avant d'entamer les négociations de paix en Ukraine. On peut donc dire qu'en mettant un préalable quasiment impossible avant l'ouverture des négociations, les parrains de la rébellion syrienne ont laissé la guerre s'installer durablement. De plus, obsédés par leur objectif, ils ont aidé matériellement et financièrement, directement ou indirectement, toute forme d'opposition au régime, en particulier des milices islamistes radicales dont certaines, comme al-nosra, sont affiliées à al-qaïda. Cette stratégie rappelle le soutien apporté par l'OTAN aux talibans pendant la guerre d'Afghanistan dans les années 80. Ce soutien contre-nature, dont le but était de défaire l'armée rouge, reste le point de départ des attentats du 11 septembre.

De son côté, le régime Syrien a sciemment joué la carte du pourrissement, en ne laissant qu'une autre alternative : les islamistes. Et les parrains des rebelles ont choisi ces islamistes. Ainsi, en jouant la politique du pire, ils ont renforcé la déstabilisation du moyen-orient qui a fini par contaminer l'Europe : renaissance du conflit kurde en Turquie, arrivée de millions de réfugiés en Europe, enrôlement de nombreux européens au sein des armées islamistes radicales. Comme pour l'Afghanistan, le monstre engendré a fini par se retourner contre les occidentaux. Ainsi, al-nosra a été classé comme organisation terroriste en 2013 et les bombardements ont commencé contre daesh en 2014. De son côté, la Russie, qui ne veut pas perdre son allié syrien ou voir le conflit tchétchène se raviver à partir d'un califat basé à Damas, s'est retrouvée contrainte d'intervenir.

Les parrains des rebelles ont donc fait preuve d'une énorme irresponsabilité, en rejouant une mauvaise partition de la guerre froide pour gagner en influence. Ils ont laissé cette guerre gangrener le moyen-orient et contaminer l'Europe. De plus, la France, en finançant indirectement des islamistes radicaux en Syrie, fragilise ses soldats au Mali qui combattent d'autres islamistes, plus au moins affiliés aux mêmes organisations.

Face à ces graves manquements, quelles perspectives peut-on envisager pour le futur ?

D'abord, il s'agit d'essayer de comprendre pourquoi daesh a lancé cette attaque en France. Jusqu'à présent l'organisation agit assez rationnellement. Si on admet l'hypothèse que l'acte est calculé, il faut se poser la question du but recherché. L'intérêt ne paraît pas évident. Il est inimaginable que les cadres de daesh puissent croire que la cinquième armée du monde

abandonnera les frappes aériennes suite à un attentat, tout au contraire. De même, si daesh profite jusqu'ici d'une certaine « tranquillité » pendant que les grandes puissances se déchirent à l'ouest de la Syrie, le risque d'un alignement de tous les protagonistes contre daesh suite à l'attentat est trop probable pour qu'il n'ait pas été anticipé. Ainsi, si l'attentat du 13 novembre est rationnel, il indiquerait une volonté de daesh de se retrouver seul face à l'Occident, la Russie, l'Iran et le régime Syrien. Dans ce contexte, en plus de profiter de la guerre pour mieux maîtriser les populations locales, ce conflit permettrait de placer daesh comme « *l'épicentre du combat sunnite contre l'hérésie chiite associées aux croisés* » (en utilisant la rhétorique des islamistes). En ces temps de crise économique, la capacité d'attraction que pourrait avoir un tel conflit ne doit pas être négligée.

Dans ce contexte quel riposte adopter ? Il ne faut surtout pas aller sur le terrain militaire proposé par daesh, mais rester sur des terrains plus favorable aux démocraties, en lançant une grande offensive diplomatique sur de nombreux dossiers. On peut citer six dossiers brûlant à traiter en urgence.

1. Il faut arracher un cessez-le-feu entre l'Armée Syrienne Libre et l'armée Syrienne. Ce plan de paix sera un compromis, qui ne satisfera personne mais qui aura le mérite d'arrêter la guerre.
2. Il faut forcer la Syrie à adhérer à la cour pénale internationale (CPI), et dépêcher les inspecteurs de cette cour pour réaliser leurs enquêtes dans toutes les zones où le travail sera possible.
3. Il faut affaiblir économiquement daesh via un embargo savamment dosé.
4. Il faut résoudre le conflit entre les sunnites et les chiites en commençant par l'Irak, via l'organisation d'une conférence pour trouver un débouché politique à la marginalisation des sunnites irakiens. Cette conférence sera placée sous l'égide de l'ONU et devra impliquer les grandes puissances et tous les acteurs régionaux, en particulier l'Iran et l'Arabie Saoudite. Viendront ensuite d'autres conférences, sur le même sujet, pour le Yemen et pour la Syrie.
5. Il faut relancer le processus de paix entre Israélien et Palestinien en vu d'obtenir un calendrier de sortie de crise précis. Des pistes avaient déjà été proposées récemment¹, comme l'organisation d'un referendum sur ces deux territoires pour choisir entre une solution à un ou deux États.
6. Il faut radicalement changer notre doctrine de politique étrangère, trop déstabilisatrice, afin d'opter pour une doctrine d'« amélioration des régimes par petits pas », qui consisterait à améliorer lentement les régimes vis à vis de la démocratie et des libertés individuelles, sans pour autant les renverser. Ce nouveau paradigme permet d'éviter la doctrine d'ingérence qui sonne souvent comme du néocolonialisme, elle prend en compte le temps nécessaire aux populations d'acquérir une culture démocratique et elle supprime le risque de faire sombrer les pays dans un guerre civile suite à l'effondrement de l'État. De plus, les États occidentaux, loin d'être exemplaires, seraient aussi soumis à des recommandations d'amélioration.

Tous ces points devront être traités rapidement et en parallèle. Ce n'est donc pas une horde de soldats qu'il faut dépêcher mais une horde de diplomates. Ensuite, en fonction des accords obtenus et des zones géographiques, ce sera à l'armée irakienne, syrienne ou kurde de reprendre les territoires tenus par daesh, avec, si nécessaire, un appui militaire international mandaté par l'ONU.

Les occidentaux, et en particulier la France, ont fait preuve jusqu'ici d'une grande irresponsabilité dans le conflit Syrien. Espérons que les erreurs passées, qui ne sont pas étrangères à l'attentat du 13 novembre, permettront une réorientation de cette politique, profondément tournée vers la paix et la justice.

1 http://mclams.free.fr/index.php?parent=index_articles.html&page_name=liberation_palestine.html